



Perspectives chinoises

2014/1 | 2014
Hong Kong depuis 1997

Éditorial

Tai-lok Lui et Brian C.H. Fong



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6728>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2014
Pagination : 3-4
ISBN : 979-10-91019-01
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Tai-lok Lui et Brian C.H. Fong, « Éditorial », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2014/1 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6728>

Éditorial

TAI-LOK LUI ET BRIAN C. H. FONG

Dans les années qui ont précédé la rétrocession de Hong Kong à la Chine le 1^{er} juillet 1997, les observateurs du processus de décolonisation du territoire et de l'instauration de la formule « un pays, deux systèmes » étaient partagés entre optimistes et pessimistes. Les pessimistes avaient deux inquiétudes principales. Ils pensaient tout d'abord que le système socialiste chinois pourrait difficilement intégrer le capitalisme de marché de Hong Kong et que le conflit était donc inévitable. Ensuite, la rencontre entre un pays autoritaire et une ville très libérale serait également une source de tension et de conflit, qui entrainerait rapidement la limitation des libertés individuelles à Hong Kong. Pour les optimistes, Hong Kong était en revanche bien placé pour faciliter les réformes économiques et la modernisation que la Chine était impatiente de renforcer et poursuivre. En conséquence, le capitalisme allait pour eux continuer à prospérer dans l'ancienne colonie britannique et la rétrocession ne provoquerait que peu de changements. En réalité, ni les pessimistes ni les optimistes n'ont anticipé les nouveaux défis qui se posent à Hong Kong depuis 1997.

La situation de Hong Kong depuis 1997 s'est caractérisée par l'émergence de multiples fractures, tensions et conflits, mais d'un type différent de ceux anticipés aussi bien par les pessimistes que par les optimistes. Dans les années précédant la rédaction de la Loi fondamentale, l'une des inquiétudes principales de la population hongkongaise était d'assurer la continuité du développement économique, social et politique de la ville. Cette réaction était en partie due au fait que la majorité de la population, dont une bonne partie avait subi directement le joug de l'autoritarisme ou dont les parents avaient été victimes des campagnes politiques des premières années de la République populaire de Chine, avait peur des communistes. La continuité, incarnée dans la promesse de Deng Xiaoping de laisser le mode de vie hongkongais inchangé pendant cinquante ans, était vue comme la meilleure direction à suivre pour le développement futur de la ville. Beaucoup pensaient que les changements liés à la rétrocession pouvaient être minimisés et que le statu quo devait être maintenu. En quelque sorte, il s'agissait de « congeler » Hong Kong. Les composantes essentielles des institutions hongkongaises de l'époque, qui avaient assuré la prospérité économique et la stabilité politique depuis la fin de la seconde guerre mondiale, devaient être « figées ». Le « système hongkongais » devait être gardé intact et fut inscrit dans la Loi fondamentale, même si les appels à davantage de démocratie – probablement pas aussi répandus au sein de la société que certains aimeraient le penser aujourd'hui – ont poussé le Comité de rédaction de la Loi fondamentale à y inscrire le suffrage universel comme « but ultime ». À partir du 1^{er} juillet 1997, le Hong Kong « figé » devait commencer sa phase de décongélation, mais on s'attendait à ce que cela revienne simplement à appliquer la même recette gagnante dans un environnement légèrement différent. Tous les facteurs considérés comme essentiels au succès avaient été préservés. Mis à part le changement du drapeau national, la vie devait se poursuivre comme si rien n'avait changé.

Il est apparu par la suite que l'impact de la décolonisation sur la structure institutionnelle de Hong Kong avait été grandement sous-estimé. La question du mandat populaire et de la légitimité politique s'est révélée être un

problème majeur pour Tung Chee-hwa, Donald Tsang et maintenant Leung Chun-ying. Le système politique dominé par le pouvoir exécutif (*executive-led system*) a également dû faire face à toutes sortes de difficultés. Le gouvernement de la Région administrative spéciale (RAS), qui avait été précédemment encensé comme une administration compétente, s'est montré incapable de conduire une politique efficace. Au même moment, la crise financière asiatique a exposé les problèmes profonds de l'économie hongkongaise qu'étaient la bulle immobilière et l'incapacité à lancer des réformes pour diversifier l'économie du territoire. La conviction selon laquelle le maintien d'une économie de marché capitaliste après la rétrocession suffirait à assurer la prospérité économique de Hong Kong a été remise en question. En somme, la nouvelle RAS a fait face à de nombreux défis.

Certains de ces problèmes découlent de contradictions inhérentes à la forme particulière de gouvernement de Hong Kong. L'analyse de Brian C. H. Fong sur la déconnexion entre le pouvoir exécutif et législatif illustre bien les fractures institutionnelles qui existent dans le système actuel de la RAS de Hong Kong. Le fait que la Loi fondamentale soit conçue dans l'idée d'éviter toute politisation et l'aversion de Pékin aux partis (qui se traduit par exemple par la « neutralité » du Chef de l'exécutif qui ne doit être affilié à aucun parti politique) se sont révélés être des problèmes politiques majeurs après la décolonisation. Le mode de gouvernement postcolonial ne correspond pas véritablement aux prévisions des années 1980. La mise en place d'un système dépolitisé dans lequel les décisions importantes seraient prises par un gouvernement administratif s'est rapidement révélée peu réaliste, le développement d'un régime de partis et d'un système électoral à Hong Kong s'avérant inévitables. Brian Fong analyse ainsi les tensions et les problèmes croissants auxquels le système dominé par l'exécutif doit faire face. Pour lui, Hong Kong doit cesser de regarder en arrière vers l'époque où le Gouverneur et son bras exécutif ne rencontraient jamais véritablement d'obstacles du pouvoir législatif, et chercher à établir un nouveau système politique en développant le rôle des partis. Sans cela, le gouvernement de la RAS continuera d'être affaibli par l'efficacité limitée de ses politiques.

D'autres problèmes, tels que les inégalités de revenus, sont anciens mais n'étaient auparavant pas considérés comme des problèmes politiques importants par le gouvernement. La question de la lutte contre la pauvreté a été débattue, mais aucune nouvelle politique n'a permis une avancée majeure. Kim Ming Lee, Benny Ho-pong To et Kar Ming Yu analysent les tensions sociales grandissantes à la lumière des inégalités de revenus croissantes et de l'inefficacité des politiques gouvernementales face au problème de la polarisation sociale. Ils tentent de montrer pourquoi le système actuel d'aide sociale ne réussira pas à résoudre ces problèmes, en analysant les raisons pour lesquelles le tissu social a été déchiré par les inégalités. Une des contributions originales de leur article se trouve dans l'application du concept de financiarisation à la situation de Hong Kong. Ils posent une question importante : les politiques qui encouragent la financiarisation de l'économie ne font pas que transférer le poids du risque du gouvernement et des employeurs vers les citoyens et les employés, mais ignorent également le poids des inégalités de patrimoine. Une des caractéristiques typiques des changements socio-éco-

nomiques qui ont eu lieu au cours des vingt dernières années est que le fait de posséder ou non un patrimoine (surtout immobilier dans le cas de Hong Kong) a eu une influence significative sur le niveau de vie des habitants. L'écart entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent rien s'est accru. Alors que les premiers peuvent s'enrichir grâce à l'appréciation de leurs biens, les seconds ont de plus en plus de mal à maintenir un niveau de vie décent avec leurs maigres salaires. Lee, To et Yu soulignent les inégalités d'accès à la propriété immobilière et leur impact sur les pauvres et les plus démunis.

Avant la rétrocession de Hong Kong à la Chine, peu d'observateurs pensaient que les problèmes issus de l'intégration régionale et nationale pourraient l'emporter sur les avantages. On pensait que Hong Kong serait relativement épargné par les problèmes de la Chine continentale. Sur le plan politique, Hong Kong devait être une RAS pourvue de son propre système juridique, d'un régime politique partiellement démocratique et d'une société civile dynamique. Sur le plan économique, son système capitaliste de marché devait être à l'abri des velléités interventionnistes du système socialiste du continent. Sur le plan social enfin, les flux de population devaient être régulés et le mode de vie hongkongais préservé. Les interactions entre Hong Kong et la Chine continentale devaient se limiter à l'utilisation des ressources du delta de la rivière des Perles par les industriels hongkongais et à l'installation des retraités hongkongais de l'autre côté de la frontière pour profiter du coût de la vie plus abordable. Or, la réalité depuis 2003 est tout autre. La manifestation massive du 1^{er} juillet 2003 a certainement été une des causes de la fin prématurée du mandat de Tung Chee-hwa. Elle a également mené à la signature de l'accord commercial bilatéral CEPA (*Closer Economic Partnership Arrangement*). Cet accord a marqué un tournant dans les relations entre la RAS et le continent. Avec l'émergence de la Chine comme nouvelle puissance économique mondiale, le flux d'activité économique entre les deux partenaires a changé de sens. Les Hongkongais se sentent de plus en plus mal à l'aise face à cette transformation des relations économiques entre la RAS et la Chine continentale. Les nouveaux problèmes n'ont pas grand-chose à voir avec les incompatibilités entre socialisme et capitalisme que certains observateurs avaient anticipées dans les années 1980. Ils sont plutôt dus à une demande excessive en provenance du continent qui a poussé Hong Kong à renforcer ses mesures de contrôle et de régulation (des biens immobiliers au lait en poudre) pour éviter d'être submergé par le pouvoir d'achat des continentaux.

Il est donc nécessaire de prendre en compte ces changements structurels pour comprendre l'évolution de l'identité de la population hongkongaise.

En utilisant des données secondaires tirées de sondages sur l'identité locale, Chan Chi Kit interroge le rapport ambivalent des Hongkongais à la Chine comme nation à laquelle ils s'identifient, et leur résistance à une tentative de leur imposer une identité nationale venue d'en haut. La relation Hong Kong/continent est en effet une question de plus en plus sensible. Les menaces venues de Pékin n'ont pas grand-chose à voir avec l'économie socialiste. Il s'agit plutôt de menaces intrinsèquement politiques (par exemple, la peur de perdre les libertés politiques) et qui touchent à la vie quotidienne de la population (par exemple, le cas de bébés nés de parents non-hongkongais et la pénurie de lait en poudre causé par des exportations parallèles). Alors que de nombreux Hongkongais avaient auparavant une approche flexible de leur identité, distinguant les aspects politiques et culturels de leur identité chinoise, ils doivent aujourd'hui se positionner dans un contexte où ils fréquentent les Chinois du continent de façon bien plus régulière. Chan appelle à replacer ces rencontres quotidiennes dans le contexte des tensions émergentes et des conflits entre hongkongais et habitants du continent.

Tai-lok Lui s'intéresse également à l'intégration régionale et nationale, mais dans une perspective différente. Il examine l'évolution des opportunités pour les résidents hongkongais de travailler sur le continent. Alors que l'on aurait pu penser que de plus en plus de jeunes hongkongais trouveraient un emploi de l'autre côté de la frontière, il souligne que les statistiques officielles sur le sujet révèlent une situation différente. À l'inverse de ceux qui pensaient que la plus grande ouverture de l'économie chinoise apporterait automatiquement davantage d'opportunités pour les habitants de Hong Kong, le nombre de résidents hongkongais travaillant sur le continent diminue depuis 2004. Ses recherches nous montrent l'urgence de réexaminer l'évolution du rapport économique entre Hong Kong et la Chine continentale. L'hypothèse selon laquelle Hong Kong est toujours gagnant dans le processus d'intégration économique avec la Chine est contestable. Le risque que la prétendue « opportunité chinoise » se révèle vide et peu intéressante pourrait être une source de tensions et de griefs dans les années à venir.

Ce dossier spécial se concentre sur les fractures sociales et institutionnelles dans le Hong Kong d'après 1997. En effet, le Hong Kong postcolonial est en pleine confusion. Des problèmes de toutes sortes abondent. Les articles présentés ici nous encouragent à une réflexion plus approfondie, et probablement plus sombre, sur l'avenir de Hong Kong.

■ Traduit par Jérémie Béja.